

Dans l'intervalle, l'industrie animale du Canada a subi un grave revers à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse en Saskatchewan, en février 1952. Automatiquement, la frontière des États-Unis a été fermée à tous les bestiaux canadiens et à leurs produits, d'où la perte d'un marché qui, ces dernières années, avait absorbé jusqu'à 20 p. 100 des bêtes à cornes et du bœuf canadiens. En même temps, le nombre de porcs mis en marché a augmenté sensiblement, si bien qu'en 1952 il y a eu au Canada un fort excédent de viande. Quant à l'excédent de bœuf, on a pu en disposer dans une certaine mesure par des accords en vertu desquels le Royaume-Uni achetait le bœuf canadien plutôt que celui de la Nouvelle-Zélande, lequel, en retour, était vendu sur le marché des États-Unis. A la fin de 1952, environ 65 millions de livres de bœuf avaient été expédiées au Royaume-Uni en vertu de l'accord. Pour aider l'industrie canadienne à traverser cette période difficile, l'Office du soutien des prix agricoles a soutenu les prix du porc et du bœuf en achetant à des prix déterminés les disponibilités excédentaires, et on annonça que les prix du bœuf seraient ainsi soutenus jusqu'à la levée de l'interdit des États-Unis sur les bestiaux canadiens.

Grâce, surtout, aux bonnes récoltes de 1951, le revenu agricole canadien s'est élevé de 32 p. 100 au regard de l'année précédente. En 1952, le rendement accru des récoltes a été plus que neutralisé par la baisse des prix et la hausse des frais d'exploitation. On estime que le revenu agricole de 1952, bien que supérieur d'emblée à celui de 1950, est un peu inférieur à celui de 1951.

Le programme de défense.—L'organisation et l'équipement des services de défense du Canada, ajoutés à la forte quantité de matériel destiné aux autres pays de l'OTAN, sont au nombre des principales exigences auxquelles les ressources du pays ont eu à répondre en 1951 et en 1952. Les dépenses réelles pour des fins directes de défense ont augmenté de 492 millions de dollars qu'elles étaient en 1950 à trois ou quatre fois cette somme en 1952. Elles représentaient environ 2.75 p. 100 du produit national brut en 1950 et 8 p. 100 en 1952. Quelque 33 p. 100 des dépenses totales de la période ont été affectées à la solde et aux allocations militaires et aux frais d'administration et de service, le reste allant à l'achat d'équipement et de fournitures et à la construction.

De toute nécessité, l'échafaudage du programme a été lent. Plusieurs genres d'équipement ne purent être livrés avant qu'on ait perfectionné les modèles, outillé les usines pour les fabriquer et, dans certains cas, construit de nouvelles usines. L'année 1951 a donc été surtout une année de préparation, d'organisation, de construction de nouvelles usines, de fabrication de nouvel équipement, de détermination du matériel militaire à produire, de travail de développement et d'adjudication des contrats les plus importants. Les mesures gouvernementales destinées à créer la puissance de production nécessaire et assurer les disponibilités du matériel requis ont été étudiées aux pages xiv-xvi. Dans l'intervalle, on s'est occupé de l'achat de divers articles qui n'exigeaient pas d'installations spéciales de production.

En 1952, plusieurs des installations spécialisées étaient prêtes et la production commença de divers articles compliqués. A titre d'exemple, on peut citer les établissements qui fabriquent les moteurs à réaction Orenda, ouverts en septembre 1952. Les installations nécessaires à la production des pièces constituantes telles que les systèmes d'alimentation, les chambres de combustion, les moulages de métaux légers et les palettes de turbine pour ces moteurs, ont fait de rapides progrès. Dans la construction navale, le Canada a pu produire la machinerie à propulsion pour ses propres navires d'escorte. En vertu du programme relatif aux armes, de nouvelles installations ont été aménagées pour la fabrication d'équipement américain de